

« Il y a un malaise profond dans les professions de soignants, c'est très inquiétant. »

Paul DE MUNCK

48 heures de travail hebdomadaire, garde incluse, pour les généralistes propose le GBO.

Chaque jour, jusqu'au 26 mai, retrouvez les échos de la campagne

Les généralistes veulent plus de concertation

On ne cesse de répéter aux médecins généralistes qu'ils sont « au centre du dispositif ». Ils attendent des actes concrets, plus de concertation et un vrai plan de développement de santé publique.

● Caroline DESORBAY

Il y a une discordance entre le discours politique qui, depuis l'arrivée de Maggie De Block au ministère de la Santé, accorde un rôle plus important au médecin généraliste et les actes. Le constat est posé par le Dr Paul De Munck, président du Groupement belge des omnipraticiens (GBO), syndicat majoritaire des médecins généralistes wallons et bruxellois.

« On raccourcit la durée des séjours hospitaliers mais on n'augmente pas suffisamment les moyens techniques, financiers et humains pour assurer correctement cette médecine ambulatoire. On met la charrue avant les bœufs : on dit qu'il faut renforcer la première ligne (médecins généralistes, infirmier(e)s...) mais on ne l'a pas préparée à tout cela structurellement. Et surtout, on ne remet pas en cause la structure de notre système en ligne : si on ne discute pas de qui fait quoi, on ne discute de rien du tout ».

Pour le GBO, il faut une vision à long terme de notre système de santé, soit un plan stratégique de développement de santé publique sur vingt ans. On l'a compris, tout ne sera pas bouclé lors de la prochaine législature.

Quatre priorités

Dans son Mémorandum 2019, le GBO liste dix points d'attention assortis de recommandations à l'attention du prochain gouvernement.

Pour Paul De Munck, il faut en priorité restaurer la confiance avec les soignants et installer une concertation vraie qui a fait défaut ces dernières années. « Ce n'est pas facile et cela implique souvent que les décisions prennent plus de temps mais sans la confiance des soignants, on va au clash », prévient le président du GBO, très inquiet du mal-être qui mine la profession.

Deuxièmement, une vaste réflexion s'impose pour élaborer un plan stratégique de dé-

veloppement de santé publique à 20 ans. « À partir de là, on peut mieux définir les besoins et les moyens pour y répondre. Notre système de santé est bon mais il faut pouvoir l'améliorer et le sauver en faisant des économies. Cela ne pourra se faire qu'en ayant une vue à long terme dont personne ne parle actuellement ».

Le virage numérique est une autre préoccupation du syndicat : « il faut veiller que celui-ci soit au service des patients, de la santé et des soignants et non l'inverse. »

Enfin, le GBO réclame un fonctionnement entre entités fédérées plus harmonieux. « Pour l'instant, cela ne fonctionne pas : la conférence interministérielle n'est pas efficace ». ■

En bref

À faire A la veille des élections législatives, régionales et européennes, le GBO a listé quelques priorités à l'intention du futur gouvernement :

densité médicale rééquilibrée, garde en médecine générale validée par ceux qui la prestent ; juste rétribution des médecins et une informatisation qui ne les asservit pas...

À éviter Le syndicat majoritaire des médecins généralistes demande aux futurs gouvernants de ne pas reproduire certaines stratégies du passé : mettre sur pied des projets pilotes ambitieux (soins intégrés aux malades chroniques) si on ne dispose pas des moyens suffisants ; détricoter des procédures ou fermer des lieux de concertation qui fonctionnaient (groupe de travail garde de la médico-mut) ; paralyser tout un secteur de dispensation de soins à la population précarisée (audit des maisons médicales qui a gelé pendant plusieurs semaines l'ouverture de nouvelles structures) ; les larges consultations qui ne débouchent sur rien.